



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
**N° 146 – 4<sup>ème</sup> trimestre 2010**

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

---

# Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>4</b>
<b>1. Synthèse</b>	<b>6</b>
<b>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</b>	<b>11</b>
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<b>13</b>
<i>Les placements des ménages</i>	<b>15</b>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<b>15</b>
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>16</b>
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<b>16</b>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<b>16</b>
<i>L'endettement des ménages</i>	<b>17</b>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<b>17</b>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<b>18</b>
<b>5. Risques sectoriels</b>	<b>19</b>
<b>6. Rappel des taux</b>	<b>21</b>
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<b>21</b>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<b>21</b>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<b>21</b>
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	<b>21</b>
<b>7. Monnaie fiduciaire</b>	<b>22</b>
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<b>22</b>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<b>22</b>

## 1) La réforme du système de reporting financier à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et son incidence sur l'établissement des statistiques monétaires

Le système **SURFI** (Système Unifié de Reporting Financier) est venu se substituer au système d'information **BAFI** (Base des Agents Financiers) à partir du mois de juin 2010, impliquant certaines modifications des statistiques monétaires : production de nouveaux états périodiques et introduction d'une nouvelle taxonomie notamment.

Cette réforme permet, au niveau de l'IEDOM, de mieux référencer les établissements de crédit ayant une activité d'octroi de prêts ou de collecte de dépôts dans les départements d'outre-mer, et d'avoir ainsi une meilleure connaissance des encours totaux de crédit et de collecte.

## 2) La modification des critères retenus pour différencier les établissements de crédit locaux et ceux non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Du fait de la réforme SURFI, plusieurs établissements de crédit, précédemment considérés comme non installés localement, sont désormais intégrés dans les établissements de crédit locaux, impliquant une forte augmentation de l'encours des crédits distribués localement. Il s'agit de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de Dexia-Crédit local de France, de l'Agence française de développement (AFD) et de la Casden-BP.

## 3) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

## 4) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et à la Banque Postale. Ils ne recensent donc pas la totalité des placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les actifs financiers sont regroupés par grand type d'agent économique. Autre nouveauté liée au passage à SURFI : les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBSLM, ou administrations privées) sont classées avec les « autres agents » (avec les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale). Jusqu'à présent, elles étaient classées avec les ménages, qui ne regroupent plus désormais que les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les entreprises enfin correspondent aux sociétés non financières.

## 5) Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentés en deux temps : d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit implantés localement, et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient ou non installés localement.

Suite à l'élargissement du champ des établissements de crédits installés localement, les statistiques monétaires des crédits qu'ils octroient intègrent maintenant la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Dexia-Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD) et la Casden-BP. Parmi les établissements de crédit non installés localement demeurent la Banque européenne d'investissement (BEI), Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF, et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et EI selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale et les ISBSLM.

## 6) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif (de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM), les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur l'ensemble du territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM (départements et collectivités d'outre-mer). Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit (à partir d'un encours de 10 000 euros) ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros, transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

**En raison du passage à SURFI, les nouvelles séries historiques publiées (qu'il s'agisse des actifs ou des passifs financiers) s'écartent légèrement des séries publiées dans les précédentes éditions.**

Au niveau des actifs financiers, l'intégration de la Casden-BP dans les établissements de crédit installés localement entraîne une hausse des encours des dépôts collectés de l'ordre d'une centaine de millions d'euros.

Au niveau des concours de caractère bancaire (passifs financiers), l'intégration de nouveaux établissements de crédit dans le champ des établissements installés localement (CDC, Dexia, AFD et Casden-BP) entraîne une hausse de plus de trois milliards d'euros des concours locaux. Ce reclassement est en revanche sans effet sur les concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit.

Enfin, le reclassement des ISBSLM entraîne le passage des lignes concernées dans les tableaux par agents des « ménages » vers les « autres agents ».

# 1. Synthèse

## Synthèse internationale

La reprise économique mondiale continue de progresser mais demeure inégale, modérée en Europe et aux Etats-Unis, alors que des risques de surchauffe se développent dans les économies émergentes.

Révisée à la baisse, la croissance américaine affiche une progression de 2,8 % sur le quatrième trimestre 2010, marquée par un taux de chômage toujours élevé (8,9 % à fin février) et des indicateurs économiques qui s'améliorent lentement.

Dans la zone euro, le PIB connaît une évolution modérée (+ 0,3 % au dernier trimestre) et demeure fragilisé par la crise de la dette souveraine. De nouvelles tensions sont apparues sur les marchés obligataires à la suite de la dégradation de la notation de l'Espagne et de la Grèce par une agence de notation financière. Toutefois, la crise semble s'atténuer depuis l'adoption d'un Pacte pour l'euro visant à aider les pays de l'Union européenne en difficulté (renforcement du fond européen de stabilisation à 440 milliards d'euros). L'euro s'est nettement redressé par rapport au troisième trimestre 2010 et s'échangeait à plus de 1,38 dollar sur le début du mois de mars 2011.

En Asie, la situation économique du Japon est particulièrement préoccupante après le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire qui ont dévasté la côte pacifique au nord de Tokyo. La Banque centrale a injecté 15 000 milliards de yens (soit 131,6 milliards d'euros) dans treize banques des régions sinistrées. Enfin, dans un contexte de surchauffe économique ces dernières années, la Chine s'est fixée un objectif de croissance plus raisonnable (7 % en moyenne par an) et plus qualitatif (réduction des inégalités) pour les cinq ans à venir.

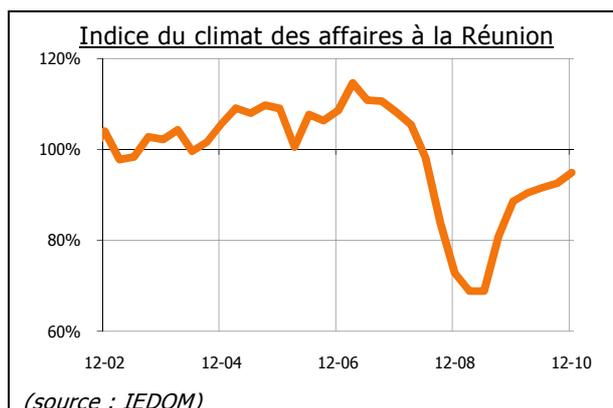
La reprise économique mondiale et un contexte géopolitique particulièrement tendu dans les pays arabes ont conduit à une envolée des cours des matières premières et des prix alimentaires. Ainsi, le baril de pétrole a atteint un niveau record en dépassant la barre des 100 dollars à la fin du mois de février 2011. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise actuelle. Cela notamment vient d'inciter la BCE à relever son principal taux directeur de 25 points de base à compter du 13 avril prochain, à 1,25 %, alors que la FED le maintient dans une fourchette historiquement basse, comprise entre 0 % et 0,25 %.

Dans ce contexte économique, la plupart des grandes banques internationales ont affiché des résultats en redressement pour l'année 2010, en partie liée à la baisse significative du coût du risque. Les cinq premières banques françaises ont ainsi cumulé 21 milliards d'euros de profit. Toutefois, les prochaines

normes réglementaires (Bâle III<sup>1</sup>) vont poser de nouvelles contraintes aux banques internationales, tant du point de vue de la solvabilité que de la liquidité, qui pourraient à court terme affecter leur rentabilité.

## Une situation économique et financière qui s'améliore à La Réunion

Entamé mi 2009, le redressement de l'activité à La Réunion s'est poursuivi à un rythme modéré tout au long de 2010, même s'il accélère au dernier trimestre, où l'indicateur de climat des affaires (ICA) enregistre sa plus forte progression de l'année : + 2,4 points, contre + 1,3 point en moyenne sur les autres trimestres. Il reste néanmoins toujours en-deçà de sa moyenne de longue période. Cette amélioration s'explique principalement par les appréciations sur les prix et la trésorerie passés. En revanche, les jugements sur l'évolution de l'activité, tant passée que future, sont encore prudents.

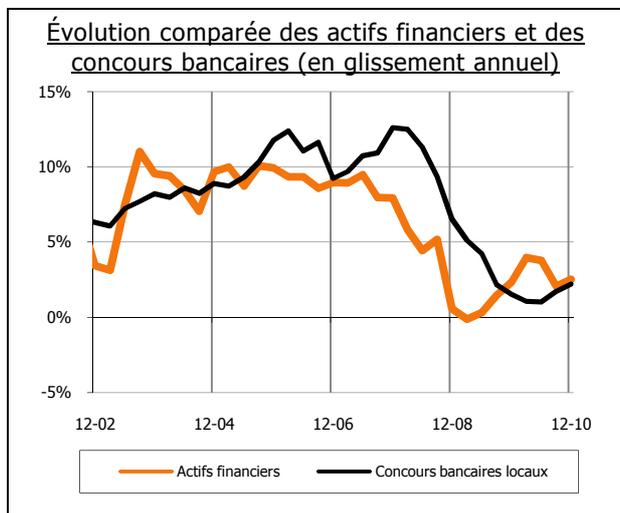


De son côté, l'activité du système bancaire semble elle aussi mieux orientée. D'une part, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises et des ménages, tels le taux de créances douteuses, le nombre de dossiers de surendettement ou bien le nombre d'effets impayés, s'améliorent en fin d'année 2010 et au premier trimestre 2011. Ce constat est confirmé par l'enquête de conjoncture auprès des établissements de crédit, qui montre un redressement des soldes d'opinion des dirigeants interrogés. D'autre part, l'activité de financement des établissements de crédit et la collecte d'épargne progressent de manière plus sensible au quatrième trimestre 2010, notamment concernant le financement de l'immobilier des ménages et des entreprises.

<sup>1</sup> Transposition en droit national d'ici le 1er janvier 2013.

La collecte d'épargne enregistre au quatrième trimestre 2010 une progression significative (+ 1,9 %), après plusieurs trimestres beaucoup plus mitigés.

La hausse des encours de crédits consentis à leur clientèle par les établissements de crédit installés localement s'accélère elle aussi, pour atteindre + 2,3 % fin décembre par rapport à fin septembre.



## Reprise des ressources collectées au quatrième trimestre 2010

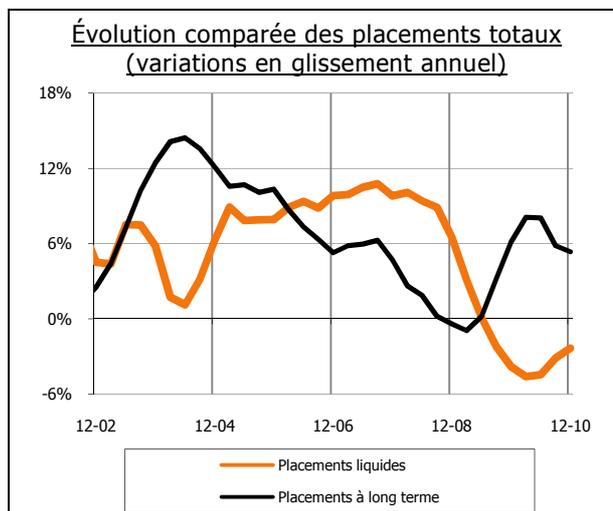
Après trois trimestres peu dynamiques, les actifs financiers collectés par le système bancaire local auprès de sa clientèle ont accéléré leur croissance au quatrième trimestre 2010. Ils s'établissent à 10 755 millions d'euros à fin décembre 2010, en hausse de 203 millions d'euros par rapport à fin septembre (+ 1,9 %, après + 1,1 % au troisième trimestre).

Cette progression a concerné plus particulièrement les dépôts à vue, qui s'inscrivent en hausse de 185 millions d'euros au quatrième trimestre 2010 (soit + 5,6 %, permettant d'approcher les 3 500 millions d'euros). Cette progression, habituelle en fin d'année, concerne en premier lieu les dépôts effectués par les sociétés non financières (+ 129 millions d'euros au quatrième trimestre, soit + 10,9 %) et, dans une moindre mesure, les dépôts des ménages (+ 48 millions d'euros, en progression de + 2,7 %).

Les placements liquides ou à court terme enregistrent également une légère reprise en fin d'année 2010, après six trimestres orientés à la baisse. La collecte sur ce type de supports s'inscrit en hausse de 86 millions d'euros au quatrième trimestre, à 3 588 millions d'euros (soit + 2,5 %).

Cette catégorie de placements a bénéficié de la bonne tenue de la majorité des produits d'épargne qui la constituent, et plus particulièrement des certificats de dépôts négociables (+ 23 M€, soit + 9,8 % sur le trimestre), des livrets A (+ 24 M€,

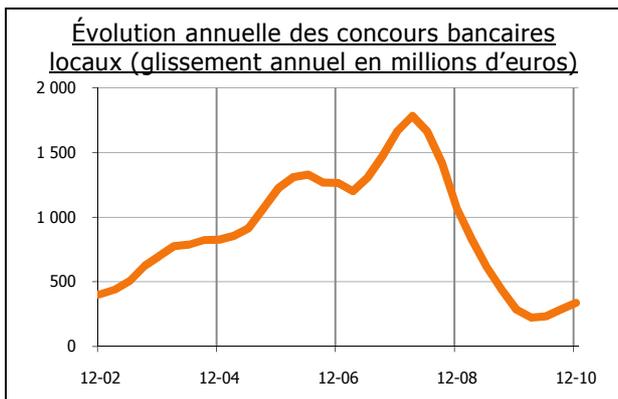
soit + 3,2 %), et des comptes créditeurs à terme (+ 17 M€, soit + 3,0 %). Comme pour les dépôts à vue, les sociétés non financières sont à l'origine d'une progression beaucoup plus marquée de leurs dépôts que les ménages (+ 8,1 % contre + 0,7 %). L'épargne à long terme, principalement détenue par les ménages, enregistre pour sa part une légère diminution au quatrième trimestre 2010, après plusieurs trimestres de progression. L'épargne longue s'établit ainsi à 3 694 millions d'euros à fin décembre 2010, en baisse de 68 millions d'euros (soit - 1,8 %) au quatrième trimestre. La baisse particulièrement marquée des OPCVM non monétaires (- 113 M€, représentant - 30 %) s'explique intégralement par l'évolution de l'encours d'une unique ligne de fond commun de placement (concernant la clientèle des « autres agents »). Les obligations baissent, mais dans une moindre mesure (- 8 M€ soit - 2,0 %). Inversement, les actions détenues en portefeuilles s'inscrivent en hausse (+ 5 M€, soit + 2,6 %), tout comme les plans d'épargne logement (+ 13 M€, soit + 1,7 %) et les produits d'assurance-vie (+ 37 M€, soit + 1,9%).



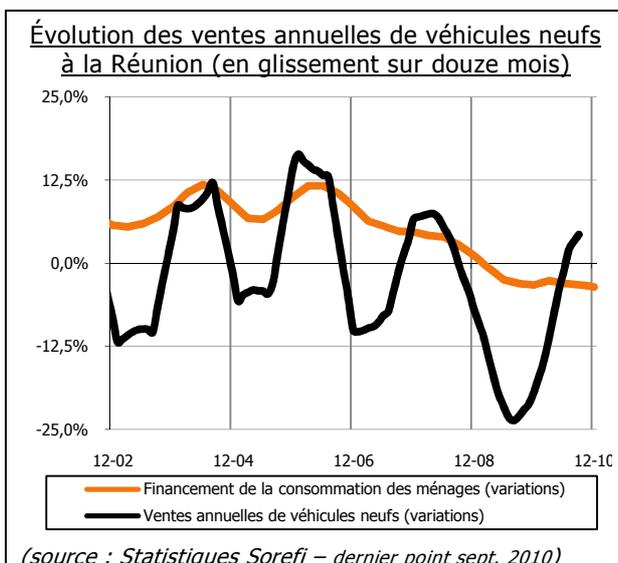
## Le marché du crédit plus dynamique au dernier trimestre

L'encours brut total des crédits consentis à la clientèle par les établissements de crédit installés localement atteint 16 684 millions d'euros fin décembre 2010, en hausse de + 371 millions d'euros sur le quatrième trimestre (soit + 2,3 %).

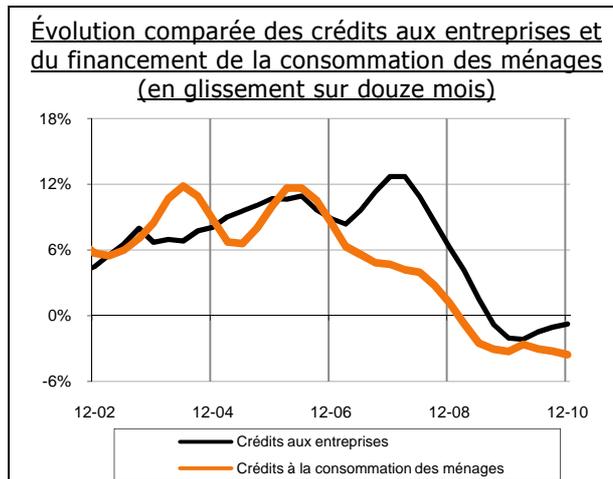
Le retour à la croissance des encours de crédit se confirme au second semestre 2010, après deux années orientées à la baisse et un premier semestre encore timide. Elle reste cependant mesurée : en glissement annuel sur douze mois, la variation des encours sains de crédits consentis ressort à 235 M€ à fin 2010, alors qu'elle atteignait 1,7 milliard d'euros fin 2007.



**Les crédits consentis aux ménages** s'inscrivent en hausse de 127 millions d'euros au cours du quatrième trimestre 2010, ce qui représente une progression de + 2,0 % par rapport à fin septembre 2010. Ils bénéficient notamment de la bonne orientation des crédits à l'habitat (+ 116 M€, soit + 2,4 %), et d'un léger rebond du financement de la consommation des ménages (+ 11 M€, soit + 0,6 %), qui diminuait depuis le début de l'année.



Si l'on observait jusqu'en 2006 une bonne corrélation entre l'évolution des financements à la consommation des ménages et l'évolution des ventes de véhicules neufs dans le département, la corrélation est moins nette depuis. Le pic des ventes d'automobiles de décembre 2007, observé malgré l'absence de salon automobile, n'a par exemple pas généré d'accélération de l'octroi de crédits à la consommation des ménages. Et si le ralentissement des ventes enregistré tout au long de 2009 s'est bien accompagné d'un ralentissement sensible des crédits à la consommation, la reprise observée sur le secteur automobile en 2010 (hausse des immatriculations de + 7,9 %) ne s'est pas accompagnée d'une reprise du crédit.



**Les financements consentis aux entreprises** s'inscrivent également en hausse au dernier trimestre, mais de manière plus mesurée que pour les ménages (+ 54 millions d'euros entre septembre et décembre 2010, soit + 0,8 % après + 0,2 % au trimestre précédent, mais toujours -1 % en glissement annuel). Les financements immobiliers en faveur des entreprises progressent notamment rapidement sur le quatrième trimestre (+ 140 M€, soit + 5,1 %), après plusieurs trimestres relativement atones. Les autres formes de financement consentis aux entreprises enregistrent par contre des performances en retrait. Les crédits d'exploitation des entreprises s'inscrivent en net recul (- 90 M€, soit - 7,9 % sur le trimestre), tandis que les crédits à l'investissement peinent à se stabiliser (- 0,2 %, soit une baisse de 6 M€ de l'encours).

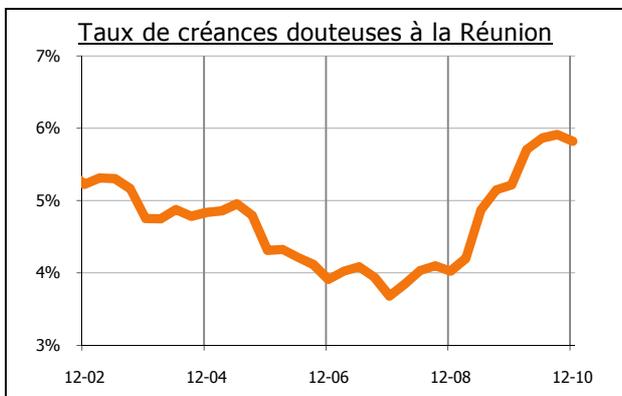
**Enfin, les crédits consentis aux collectivités locales** s'établissent à 1,8 milliard d'euros à fin décembre 2010, en hausse de + 207 millions d'euros (+ 12,7 %) sur le quatrième trimestre 2010, témoignant de l'octroi de nouveaux financements bancaires destinés à des programmes d'investissement public.

## Une amélioration des indicateurs de vulnérabilité

Dans ce contexte encore relativement atone s'agissant de l'activité bancaire, un certain nombre d'indicateurs (taux de créances douteuses, nombre de dossiers de surendettement déposés, nombre d'impayés sur effets) témoignent d'une moindre vulnérabilité des créanciers en fin d'année 2010 et en début d'année 2011.

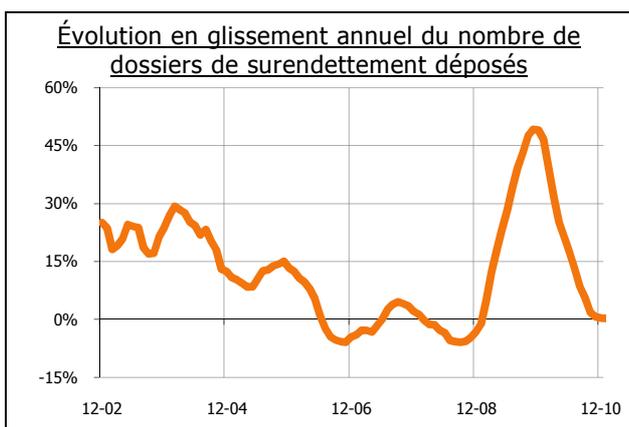
Les **créances douteuses** brutes portées par les établissements de crédits implantés localement s'établissent à 971 millions d'euros à fin décembre 2010, en hausse mesurée de + 7 millions d'euros par rapport à septembre (soit + 0,7 % sur le trimestre). Les établissements de crédit installés localement enregistrent ainsi depuis le deuxième trimestre 2010 une stabilisation de leur taux de risque.

Le montant des provisions sur créances douteuses s'établit pour sa part à 613 millions d'euros à fin décembre, en hausse de 17 millions d'euros au quatrième trimestre. Le taux de provisionnement se relève de 1,3 point, à 63,1 %. En glissement annuel, la hausse des encours des créances douteuses s'établit désormais à + 14,0 % à fin décembre, alors qu'il atteignait + 40,5 % au mois de mars 2010.

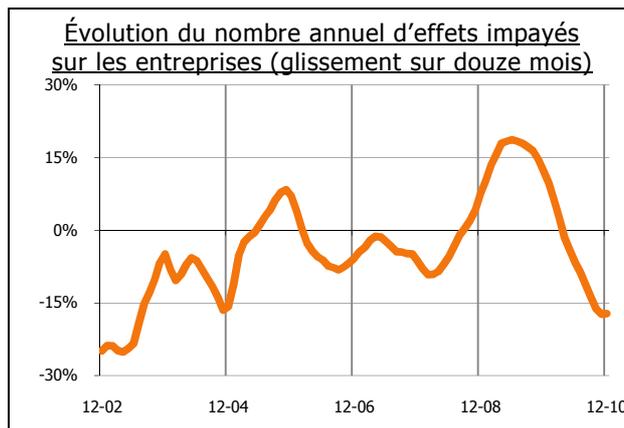


Enfin, le taux de créances douteuses de la place s'établit à 5,8 % des encours totaux de crédits à fin décembre 2010, en recul de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, le montant des créances douteuses ayant augmenté moins rapidement que l'encours des crédits. Pour mémoire, au plus bas en septembre 2007, le taux de créances douteuses s'établissait près de deux points en dessous, à 3,9 %.

Concernant les indicateurs de vulnérabilité des ménages, le nombre annuel de dossiers de surendettement déposés par les ménages réunionnais se stabilise début 2011, après avoir fortement augmenté à partir du début 2009. Il reste, rapporté à la population, très inférieur au niveau observé en France métropolitaine.



Une amélioration sensible est parallèlement observée au niveau des entreprises, qui enregistrent une diminution de leurs impayés sur effets de -17,7 % en glissement annuel à fin novembre 2010. Cette baisse s'explique probablement pour bonne part par le ralentissement de l'activité, ainsi que par une diminution du crédit inter entreprise.

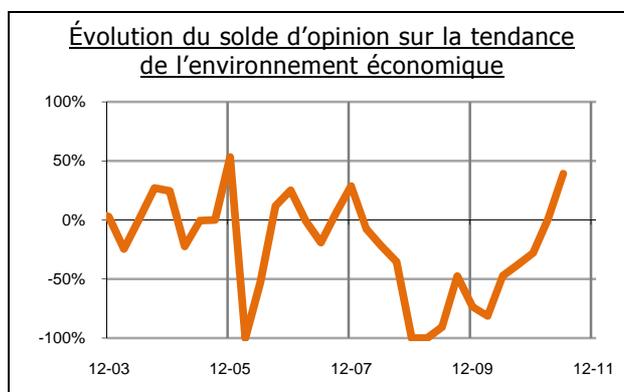


### Amélioration de la conjoncture selon les dirigeants interrogés

Les dirigeants des établissements de crédit, consultés dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée par l'IEDOM, font état d'un certain nombre de signes d'amélioration concernant leur activité et l'environnement économique dans lequel elles s'insèrent, pour les deux premiers trimestres 2011.

Le premier trimestre a été impacté, comme les années précédentes, par la diminution d'activité liée à la période de congés pour les entreprises du bâtiment et des travaux publics. Les dirigeants des établissements de crédit semblent par contre particulièrement optimistes pour le deuxième trimestre 2011, notamment en termes de collecte de ressources ou de financement des ménages, les perspectives en matière de financement des entreprises restant moins bien orientées.

Les indicateurs liés à la rentabilité des établissements de crédit s'inscrivent de même en nette amélioration au deuxième trimestre 2011 ; la perception du coût du risque s'inscrivant notamment en très nette amélioration.



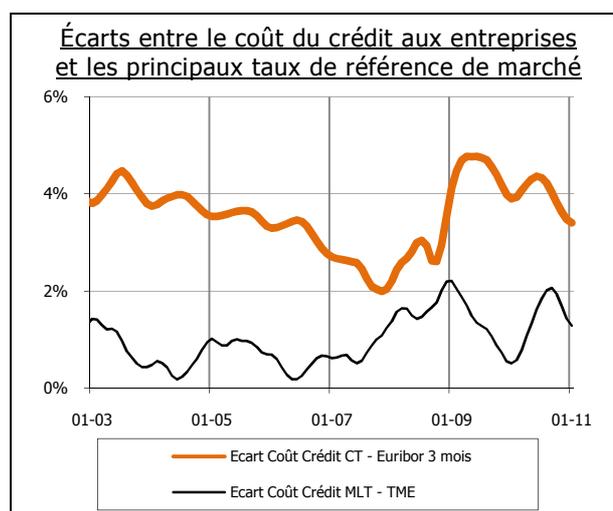
Enfin, les dirigeants d'établissements de crédit anticipent une nette amélioration de l'environnement économique dans lequel évoluent leurs établissements, plus de deux ans après l'écroulement de cet indicateur.

## Des taux des crédits aux entreprises orientés à la baisse

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à La Réunion fait apparaître, sur la base de résultats partiels, une diminution du taux moyen des crédits aux entreprises au second semestre 2010. Il s'établit à 4,53 % en janvier 2011, en baisse de 55 points de base par rapport à l'enquête précédente de juillet 2010, mais en légère hausse sur un an (+ 31 points de base par rapport à l'enquête de janvier 2010)

La diminution observée des conditions débitrices pratiquées par les principales banques réunionnaises sur les six derniers mois concernent surtout les financements à court terme (- 90 points de base par rapport à juillet 2010) et, dans une moindre mesure, les financements à moyen et long terme (- 19 points de base). Par rapport à la situation observée douze mois auparavant, les conditions débitrices à court terme s'inscrivent pour leur part en baisse de 11 points de base tandis que le coût des financements à moyen et long terme reste se renchérit plus élevé de 76 points de base.

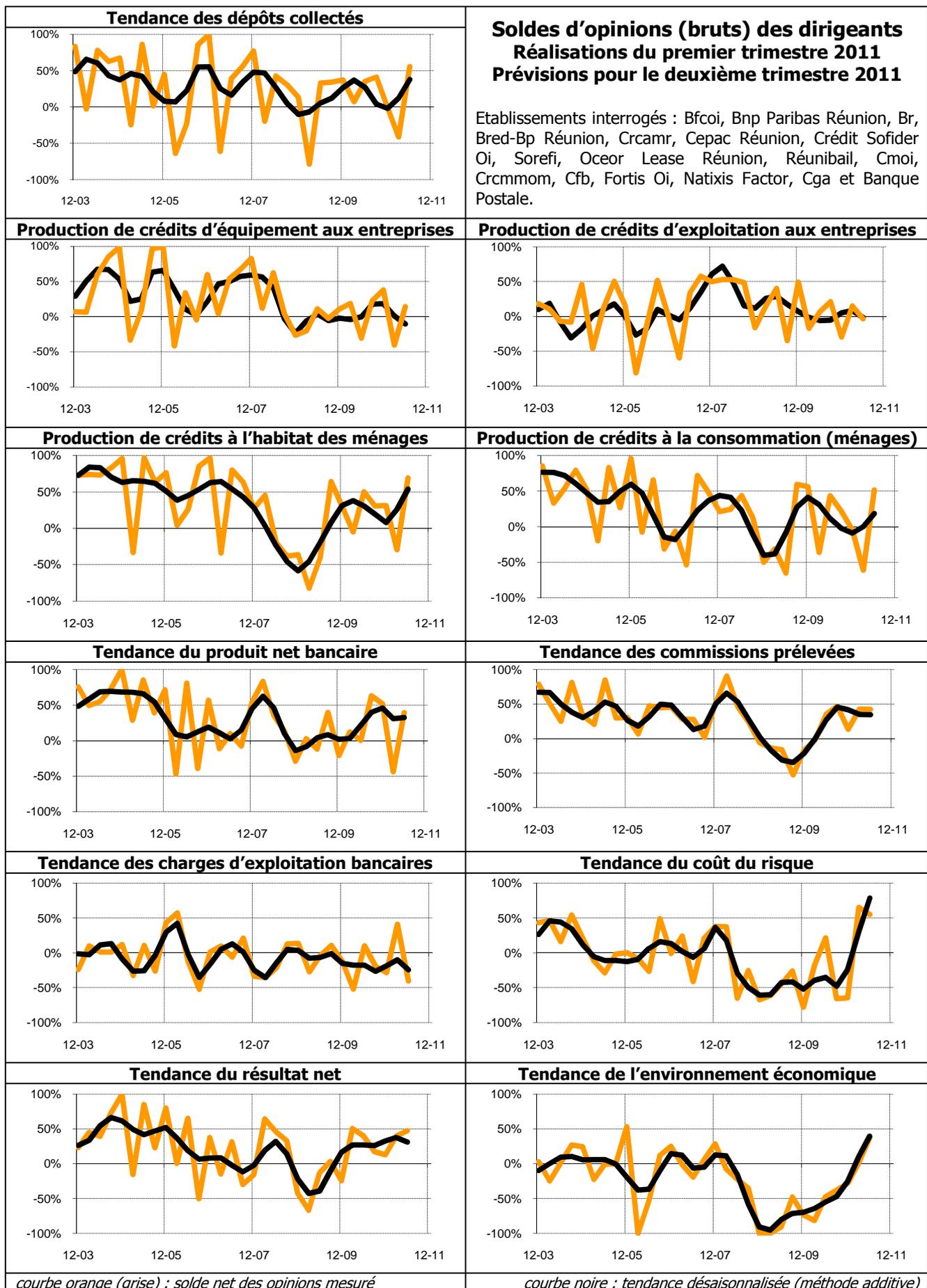
Sur l'ensemble de l'année 2010, les conditions de marché sont restées relativement stables, avec des taux de marché à court terme (Euribor 3 mois) en hausse de 30 points de base sur un an et des taux sur les obligations d'état stables par rapport à janvier 2010, mais en nette hausse sur les deux derniers trimestres.



L'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises s'établit à 317 points de base en janvier 2011 en ce qui concerne les crédits à court terme, et à 121 points de base pour les crédits à moyen et long terme.

L'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises, à court terme comme à moyen et long terme, dépend par ailleurs fortement du montant des concours consentis : l'écart est nettement plus important pour les encours de faibles montants. Il s'est sensiblement accru depuis 2008 pour les crédits à court terme, et sur la période 2007 - 2008 pour ceux à moyen ou long terme.

## 2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



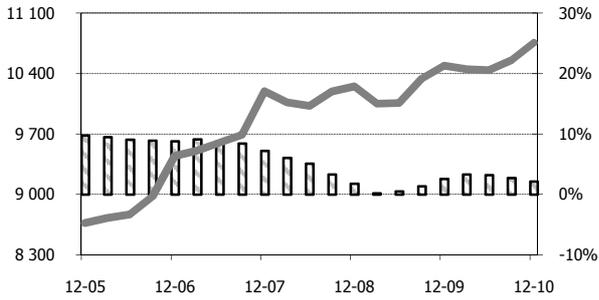
### 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 410,451</b>	<b>2 261,323</b>	<b>2 236,224</b>	<b>2 354,768</b>	<b>2 446,988</b>	<b>2 347,013</b>	<b>2 262,631</b>	<b>2 208,916</b>	<b>2 399,088</b>	<b>-2,0%</b>	<b>8,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 199,603</b>	<b>1 081,752</b>	<b>1 069,673</b>	<b>1 190,875</b>	<b>1 301,803</b>	<b>1 207,426</b>	<b>1 209,431</b>	<b>1 187,328</b>	<b>1 316,550</b>	<b>1,1%</b>	<b>10,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 032,749</b>	<b>1 010,084</b>	<b>984,308</b>	<b>966,548</b>	<b>933,112</b>	<b>923,898</b>	<b>843,215</b>	<b>797,435</b>	<b>862,131</b>	<b>-7,6%</b>	<b>8,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,719	0,674	0,729	1,337	0,616	0,580	0,635	0,384	0,409	-33,6%	6,4%
Placements indexés sur les taux de marché	1 032,030	1 009,410	983,579	965,211	932,496	923,318	842,580	797,051	861,722	-7,6%	8,1%
dont comptes à terme	397,674	378,504	413,188	384,390	382,634	372,877	326,416	340,266	358,296	-6,4%	5,3%
dont OPCVM monétaires	212,843	235,383	246,397	265,483	221,691	227,950	228,233	217,374	240,858	8,6%	10,8%
dont certificats de dépôt	419,414	393,424	323,245	314,188	327,082	321,622	286,894	238,851	262,149	-19,9%	9,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>178,099</b>	<b>169,487</b>	<b>182,243</b>	<b>197,345</b>	<b>212,073</b>	<b>215,689</b>	<b>209,985</b>	<b>224,153</b>	<b>220,406</b>	<b>3,9%</b>	<b>-1,7%</b>
dont OPCVM non monétaires	36,753	31,509	31,376	32,271	31,887	32,570	33,608	36,568	35,705	12,0%	-2,4%
<b>Ménages</b>	<b>7 078,687</b>	<b>7 031,887</b>	<b>7 095,713</b>	<b>7 212,933</b>	<b>7 297,069</b>	<b>7 342,041</b>	<b>7 419,145</b>	<b>7 546,225</b>	<b>7 656,789</b>	<b>4,9%</b>	<b>1,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 654,286</b>	<b>1 567,241</b>	<b>1 603,471</b>	<b>1 671,961</b>	<b>1 711,613</b>	<b>1 687,226</b>	<b>1 757,260</b>	<b>1 795,822</b>	<b>1 843,544</b>	<b>7,7%</b>	<b>2,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 512,291</b>	<b>2 522,705</b>	<b>2 481,049</b>	<b>2 456,349</b>	<b>2 440,943</b>	<b>2 455,273</b>	<b>2 454,042</b>	<b>2 455,295</b>	<b>2 472,787</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 055,337	2 143,107	2 147,763	2 151,802	2 167,298	2 188,984	2 198,284	2 209,167	2 238,172	3,3%	1,3%
dont livrets ordinaires	799,532	814,470	790,642	801,421	810,765	826,137	825,605	820,359	829,066	2,3%	1,1%
dont livrets A et bleus	591,864	683,711	706,928	704,353	712,562	723,479	734,711	753,230	775,768	8,9%	3,0%
dont livrets jeunes	39,830	38,626	39,260	39,087	40,029	38,956	38,998	39,096	40,229	0,5%	2,9%
dont livrets d'épargne populaire	137,414	118,248	122,350	122,469	119,914	114,484	114,229	114,337	110,858	-7,6%	-3,0%
dont livrets de développement durable	255,959	258,836	258,932	256,579	258,283	259,812	260,055	258,890	259,571	0,5%	0,3%
dont comptes d'épargne logement	230,738	229,216	229,651	227,893	225,745	226,116	224,686	223,254	222,680	-1,4%	-0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	456,954	379,598	333,286	304,547	273,645	266,289	255,758	246,128	234,615	-14,3%	-4,7%
dont comptes créditeurs à terme	367,733	288,183	250,476	223,201	194,730	189,603	185,571	182,895	175,374	-9,9%	-4,1%
dont bons de caisse	13,356	13,832	13,486	13,347	12,899	12,839	12,272	12,500	12,310	-4,6%	-1,5%
dont OPCVM monétaires	75,865	77,583	69,324	67,999	66,016	63,847	57,915	50,733	46,930	-28,9%	-7,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 912,110</b>	<b>2 941,941</b>	<b>3 011,193</b>	<b>3 084,623</b>	<b>3 144,513</b>	<b>3 199,542</b>	<b>3 207,843</b>	<b>3 295,109</b>	<b>3 340,458</b>	<b>6,2%</b>	<b>1,4%</b>
dont plans d'épargne logement	769,858	756,127	746,667	740,191	754,947	756,866	754,849	753,622	766,209	1,5%	1,7%
dont plans d'épargne populaire	73,140	71,294	69,166	68,037	68,102	65,217	63,052	60,927	60,851	-10,6%	-0,1%
dont autres comptes d'épargne	8,606	8,541	8,875	8,416	8,371	8,241	8,953	8,442	7,744	-7,5%	-8,3%
dont actions	107,833	108,251	123,654	146,172	142,773	143,121	122,124	141,114	144,832	1,4%	2,6%
dont obligations	134,756	145,247	164,392	173,541	184,776	178,409	183,205	200,878	195,461	5,8%	-2,7%
dont OPCVM non monétaires	145,540	140,802	144,027	151,182	148,100	149,179	133,613	134,698	132,884	-10,3%	-1,3%
dont contrats d'assurance-vie	1 672,377	1 711,679	1 754,412	1 797,084	1 837,444	1 898,509	1 942,047	1 995,428	2 032,477	10,6%	1,9%
<b>Autres agents</b>	<b>748,175</b>	<b>741,284</b>	<b>710,513</b>	<b>757,269</b>	<b>731,034</b>	<b>744,469</b>	<b>755,660</b>	<b>796,853</b>	<b>699,258</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-12,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>291,375</b>	<b>299,339</b>	<b>270,074</b>	<b>313,970</b>	<b>301,794</b>	<b>284,934</b>	<b>299,974</b>	<b>305,161</b>	<b>313,142</b>	<b>3,8%</b>	<b>2,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>221,294</b>	<b>237,249</b>	<b>224,466</b>	<b>221,244</b>	<b>211,461</b>	<b>225,785</b>	<b>233,405</b>	<b>248,792</b>	<b>252,784</b>	<b>19,5%</b>	<b>1,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	30,141	34,622	35,270	37,424	43,611	44,024	59,226	61,762	67,404	54,6%	9,1%
Placements indexés sur les taux de marché	191,153	202,627	189,196	183,820	167,850	181,761	174,179	187,030	185,380	10,4%	-0,9%
dont comptes à terme	59,034	57,465	52,595	39,492	39,711	40,762	38,516	40,255	46,833	17,9%	16,3%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>235,506</b>	<b>204,696</b>	<b>215,973</b>	<b>222,055</b>	<b>217,779</b>	<b>233,750</b>	<b>222,281</b>	<b>242,900</b>	<b>133,333</b>	<b>-38,8%</b>	<b>-45,1%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>10 251,625</b>	<b>10 049,886</b>	<b>10 057,976</b>	<b>10 340,099</b>	<b>10 490,444</b>	<b>10 449,083</b>	<b>10 437,436</b>	<b>10 551,994</b>	<b>10 755,136</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>3 145,264</b>	<b>2 948,332</b>	<b>2 943,218</b>	<b>3 176,806</b>	<b>3 315,210</b>	<b>3 179,586</b>	<b>3 266,665</b>	<b>3 288,311</b>	<b>3 473,237</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 780,646</b>	<b>3 785,430</b>	<b>3 705,349</b>	<b>3 659,270</b>	<b>3 600,869</b>	<b>3 620,516</b>	<b>3 530,661</b>	<b>3 501,522</b>	<b>3 587,702</b>	<b>-0,4%</b>	<b>2,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 100,509	2 193,795	2 199,288	2 205,692	2 226,878	2 249,148	2 258,144	2 271,313	2 305,985	3,6%	1,5%
dont livrets ordinaires	841,991	858,639	834,292	846,655	861,937	877,865	875,401	869,536	881,887	2,3%	1,4%
dont livrets A et bleus	594,577	690,230	714,803	713,009	720,970	731,915	744,443	765,812	790,143	9,6%	3,2%
dont livrets jeunes	39,830	38,626	39,260	39,087	40,029	38,956	39,010	39,106	40,251	0,6%	2,9%
dont livrets d'épargne populaire	137,414	118,248	122,350	122,469	119,914	114,484	114,239	114,353	110,875	-7,5%	-3,0%
dont livrets de développement durable	255,959	258,836	258,932	256,579	258,283	259,812	260,133	258,995	259,781	0,6%	0,3%
dont comptes d'épargne logement	230,738	229,216	229,651	227,893	225,745	226,116	224,918	223,510	223,049	-1,2%	-0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	1 680,137	1 591,635	1 506,061	1 453,578	1 373,991	1 371,368	1 272,517	1 230,209	1 281,717	-6,7%	4,2%
dont comptes créditeurs à terme	824,441	724,152	716,259	647,083	617,075	603,242	550,503	563,416	580,503	-5,9%	3,0%
dont bons de caisse	15,772	16,121	14,385	14,498	14,188	13,749	13,488	18,239	17,879	26,0%	-2,0%
dont certificats de dépôt	419,414	393,424	323,245	314,188	327,082	321,622	286,894	238,851	262,149	-19,9%	9,8%
dont OPCVM monétaires	420,510	457,938	452,172	477,809	415,646	432,755	421,632	409,703	421,185	1,3%	2,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>3 325,715</b>	<b>3 316,124</b>	<b>3 409,409</b>	<b>3 504,023</b>	<b>3 574,365</b>	<b>3 648,981</b>	<b>3 640,109</b>	<b>3 762,162</b>	<b>3 694,197</b>	<b>3,4%</b>	<b>-1,8%</b>
dont plans d'épargne logement	769,858	756,127	746,667	740,191	754,947	756,866	755,967	754,949	767,809	1,7%	1,7%
dont plans d'épargne populaire	73,140	71,294	69,166	68,037	68,102	65,217	63,291	61,166	61,117	-10,3%	-0,1%
dont autres comptes d'épargne	8,606	8,541	8,875	8,416	8,371	8,241	9,903	8,442	7,744	-7,5%	-8,3%
dont actions	122,314	119,339	138,204	163,974	161,687	162,938	142,610	162,802	167,025	3,3%	2,6%
dont obligations	300,965	312,440	339,888	360,311	386,502	380,940	372,648	401,043	393,154	1,7%	-2,0%
dont OPCVM non monétaires	378,455	336,704	352,197	366,010	357,312	376,270	353,090	377,786	264,309	-26,0%	-30,0%
dont contrats d'assurance-vie	1 672,377	1 711,679	1 754,412	1 797,084	1 837,444	1 898,509	1 942,600	1 995,975	2 033,039	10,6%	1,9%

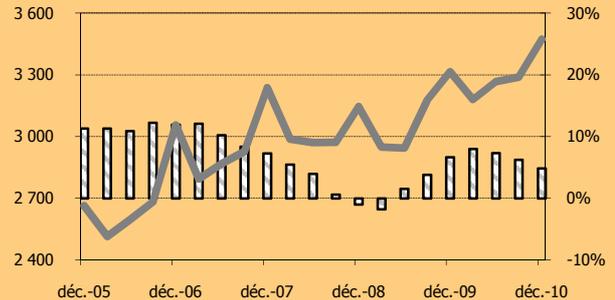
## L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

**Ensemble des actifs financiers**



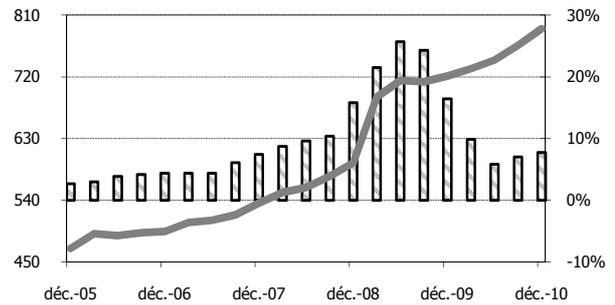
**Dépôts à vue**



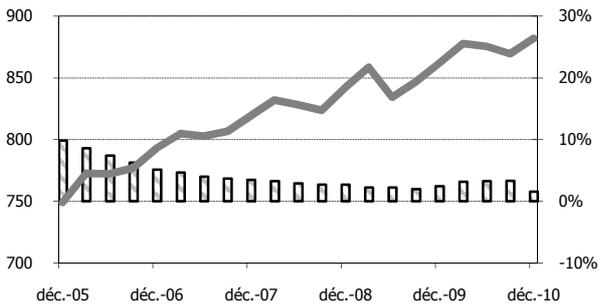
**Ensemble des placements liquides ou à court terme**



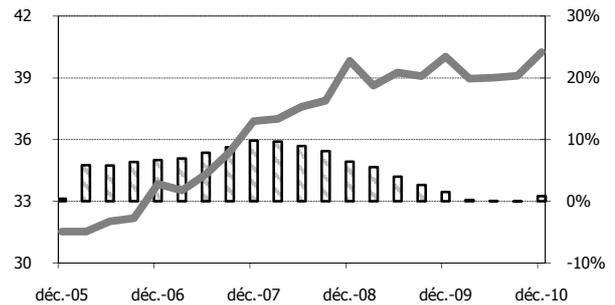
**Livrets 'A'**



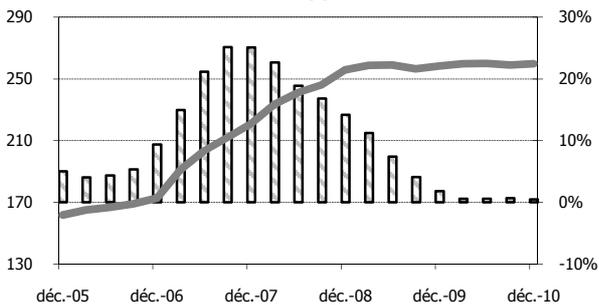
**Livrets ordinaires**



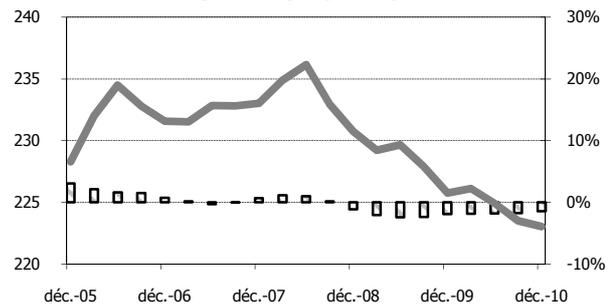
**Livrets jeunes**



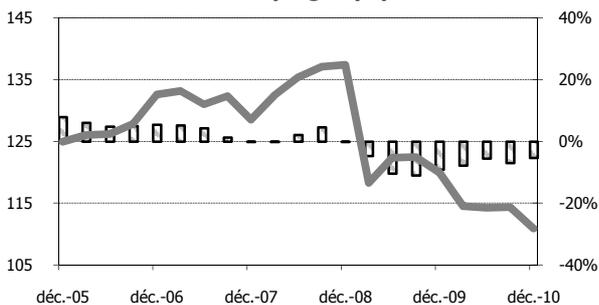
**Livrets de développement durable**



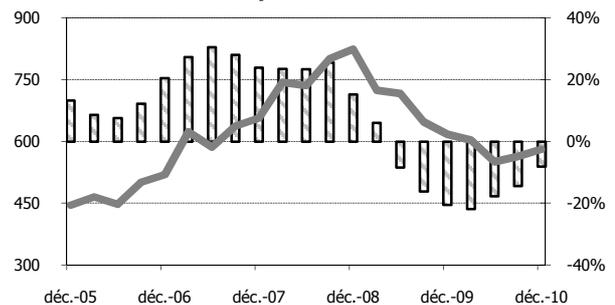
**Comptes d'épargne logement**



**Livrets d'épargne populaire**

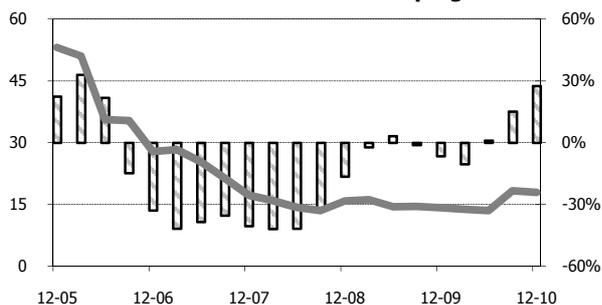


**Dépôts à terme**

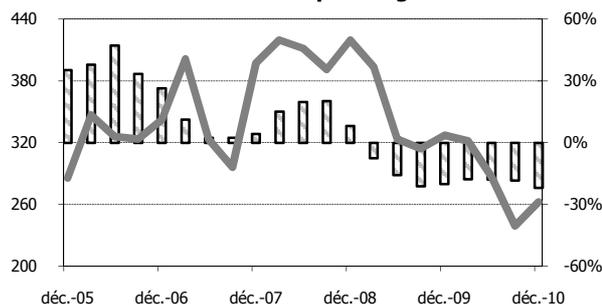


Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

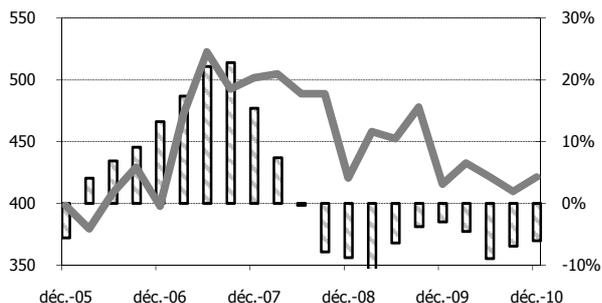
**Bons de caisse et bons d'épargne**



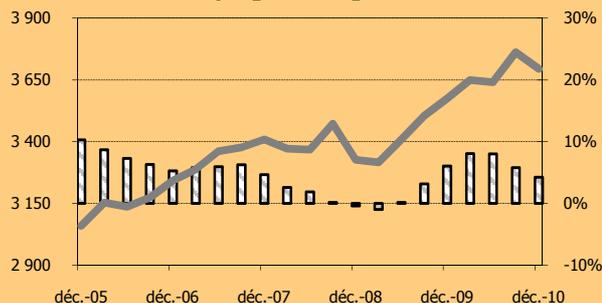
**Certificats de dépôts négociables**



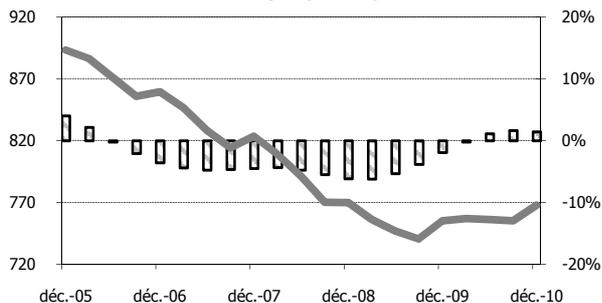
**OPCVM monétaires**



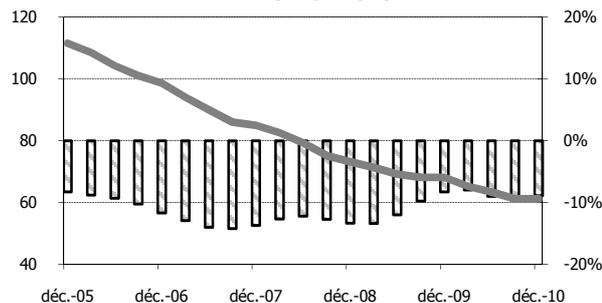
**Epargne à long terme**



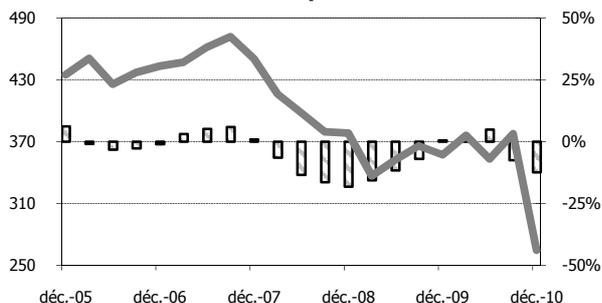
**Plans d'épargne logement**



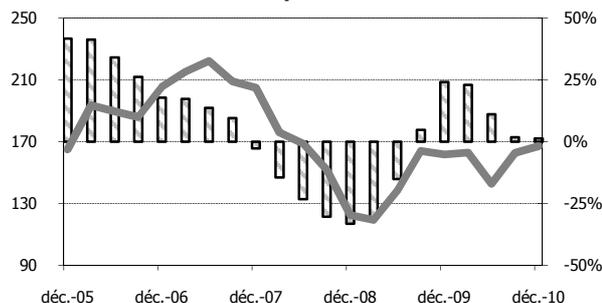
**Plans d'épargne populaire**



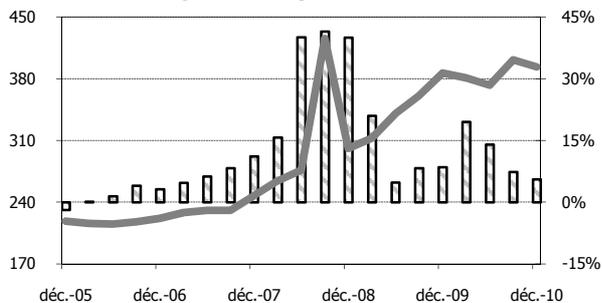
**OPCVM titres en portefeuille titres**



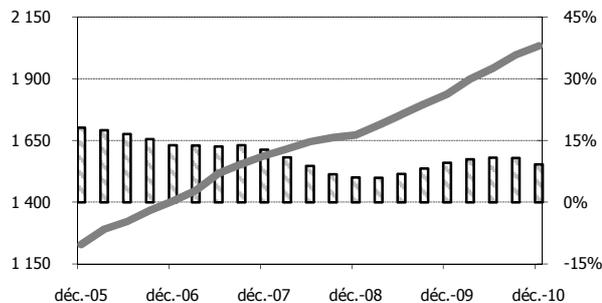
**Actions en portefeuille titres**



**Obligations en portefeuille titres**

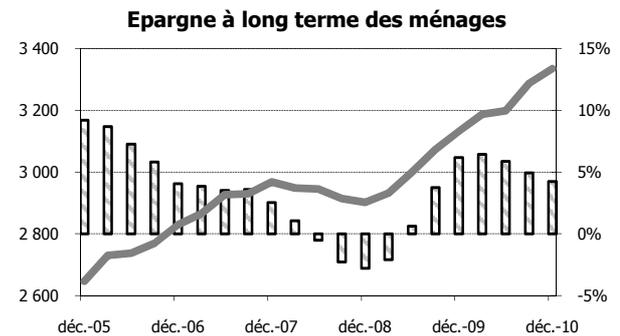
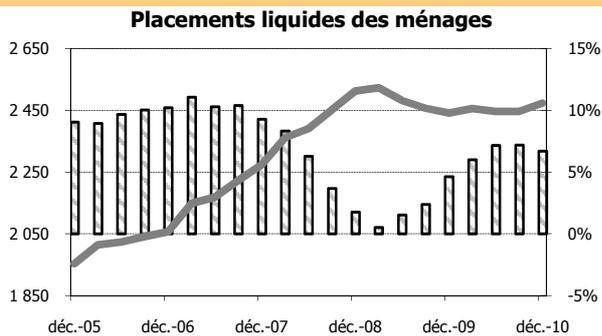
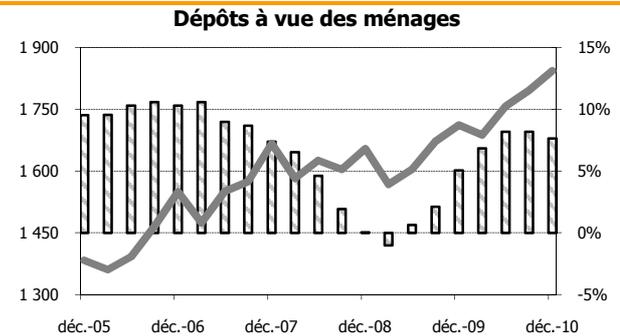
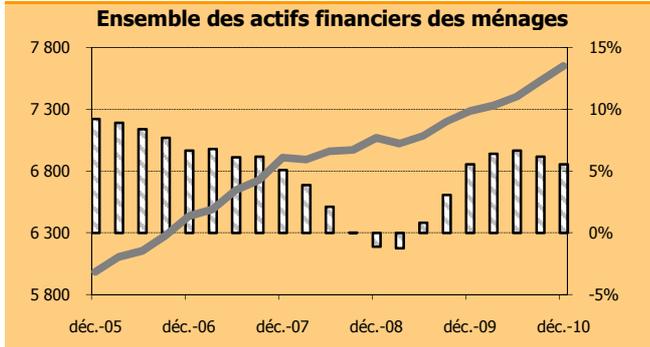


**Assurance-vie**



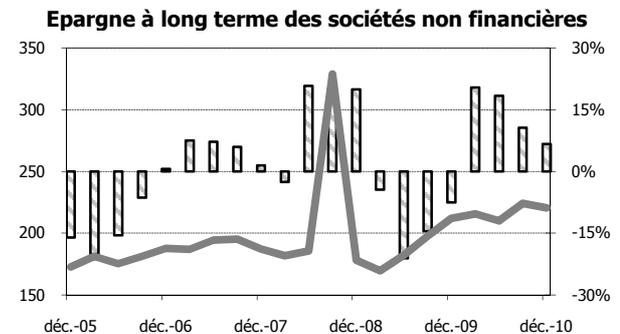
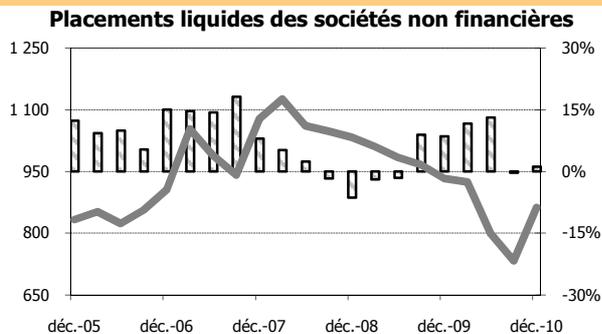
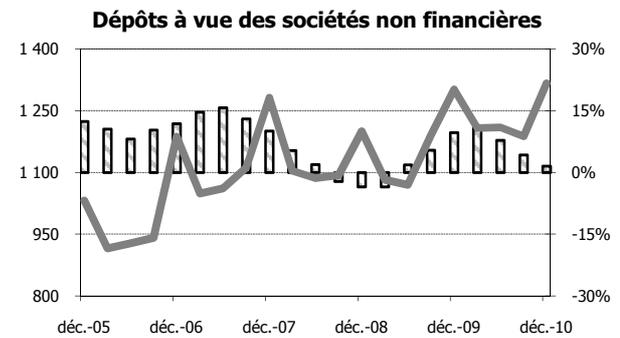
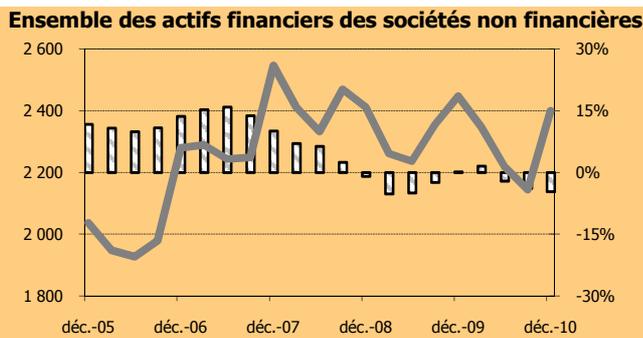
## Les placements des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



## Les disponibilités des sociétés non financières

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



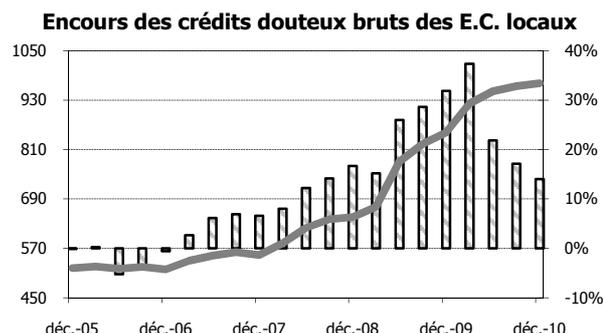
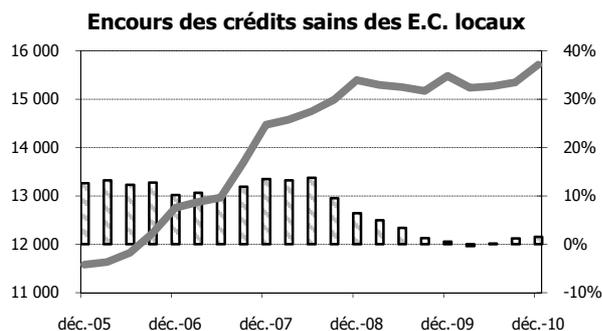
## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations		
	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	1 an	1 trim	
<b>Entreprises</b>												
Crédits d'exploitation	1 331,429	1 212,385	1 181,812	1 109,467	1 152,095	1 077,590	1 164,401	1 139,691	1 049,658	-8,9%	-7,9%	
Créances commerciales	155,662	111,717	115,806	107,145	124,115	99,770	89,144	85,060	103,611	-16,5%	21,8%	
Crédits de trésorerie	716,098	693,324	639,656	600,645	608,984	557,255	607,026	644,654	575,407	-5,5%	-10,7%	
(dt) Entrepreneurs individuels	117,583	112,733	108,051	106,484	113,714	107,277	123,028	111,814	111,463	-2,0%	-0,3%	
Comptes ordinaires débiteurs	284,141	261,274	275,759	251,035	233,139	261,544	321,928	264,857	212,907	-8,7%	-19,6%	
Affacturage	175,528	146,070	150,591	150,642	185,857	159,021	146,304	145,120	157,732	-15,1%	8,7%	
Crédits d'investissement	2 950,073	2 954,610	2 902,618	2 881,925	2 894,714	2 882,753	2 819,156	2 869,344	2 863,012	-1,1%	-0,2%	
Crédits à l'équipement	2 643,375	2 651,842	2 608,708	2 597,974	2 614,285	2 609,691	2 525,413	2 565,270	2 561,311	-2,0%	-0,2%	
(dt) Entrepreneurs individuels	210,348	202,149	197,266	195,031	187,188	180,457	198,461	198,614	215,228	15,0%	8,4%	
Crédit-bail	306,698	302,768	293,910	283,951	280,429	273,062	293,743	304,073	301,701	7,6%	-0,8%	
Crédits à l'habitat	2 739,808	2 746,873	2 717,743	2 741,797	2 775,852	2 793,076	2 722,575	2 723,187	2 862,778	3,1%	5,1%	
Autres crédits	58,241	74,839	72,469	77,044	76,663	76,548	55,706	44,761	55,507	-27,6%	24,0%	
<b>Encours sain</b>	<b>7 079,551</b>	<b>6 988,707</b>	<b>6 874,642</b>	<b>6 810,233</b>	<b>6 899,324</b>	<b>6 829,967</b>	<b>6 761,838</b>	<b>6 776,982</b>	<b>6 830,954</b>	<b>-1,0%</b>	<b>0,8%</b>	
<b>Ménages</b>												
Crédits à la consommation	1 733,693	1 706,258	1 686,809	1 676,832	1 698,754	1 650,749	1 643,013	1 622,662	1 633,087	-3,9%	0,6%	
Crédits de trésorerie	1 612,048	1 581,684	1 564,064	1 558,279	1 582,618	1 540,336	1 525,408	1 513,150	1 524,538	-3,7%	0,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	41,249	44,254	42,784	39,976	40,918	37,429	46,481	38,842	43,228	5,6%	11,3%	
Crédit-bail	80,396	80,320	79,961	78,577	75,218	72,984	71,124	70,670	65,321	-13,2%	-7,6%	
Crédits à l'habitat	4 432,994	4 440,697	4 483,999	4 509,142	4 613,365	4 624,866	4 726,445	4 792,178	4 907,616	6,4%	2,4%	
Autres crédits	2,149	2,171	2,039	2,038	1,957	2,073	7,262	5,803	6,812	248,1%	17,4%	
<b>Encours sain</b>	<b>6 168,836</b>	<b>6 149,126</b>	<b>6 172,847</b>	<b>6 188,012</b>	<b>6 314,076</b>	<b>6 277,688</b>	<b>6 376,721</b>	<b>6 420,644</b>	<b>6 547,515</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,0%</b>	
<b>Collectivités locales</b>												
Crédits d'exploitation	36,250	15,853	13,823	22,322	25,456	21,485	11,215	19,907	17,050	-33,0%	-14,4%	
Crédits de trésorerie	32,233	13,465	10,305	20,379	25,240	21,165	11,025	19,779	16,626	-34,1%	-15,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,017	2,388	3,518	1,943	0,216	0,320	0,191	0,128	0,424	n.s	230,8%	
Crédits d'investissement	1 643,929	1 688,083	1 685,660	1 669,069	1 737,790	1 606,754	1 649,025	1 607,849	1 817,512	4,6%	13,0%	
Crédits à l'équipement	1 643,929	1 688,083	1 685,385	1 668,805	1 737,031	1 606,031	1 649,007	1 606,346	1 816,093	4,6%	13,1%	
Autres crédits	2,460	5,015	5,443	6,076	7,384	6,935	6,724	5,072	5,241	-29,0%	3,3%	
<b>Encours sain</b>	<b>1 682,639</b>	<b>1 710,451</b>	<b>1 706,426</b>	<b>1 698,967</b>	<b>1 772,130</b>	<b>1 636,609</b>	<b>1 668,399</b>	<b>1 634,263</b>	<b>1 841,238</b>	<b>3,9%</b>	<b>12,7%</b>	
<b>Autres agents</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>462,339</b>	<b>446,764</b>	<b>494,716</b>	<b>472,953</b>	<b>493,053</b>	<b>493,987</b>	<b>459,055</b>	<b>516,872</b>	<b>493,178</b>	<b>0,0%</b>	<b>-4,6%</b>	
<b>TOTAL</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>15 393,365</b>	<b>15 295,048</b>	<b>15 248,631</b>	<b>15 170,165</b>	<b>15 478,583</b>	<b>15 238,251</b>	<b>15 266,013</b>	<b>15 348,762</b>	<b>15 712,886</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,4%</b>	
Créances douteuses brutes	645,566	671,010	780,887	823,435	851,418	921,803	951,365	964,278	970,997	14,0%	0,7%	
Créances douteuses nettes	261,901	266,112	298,513	328,473	326,712	353,579	383,630	368,476	357,930	9,6%	-2,9%	
(dt) Entreprises	186,090	166,389	180,010	200,020	209,604	224,744	261,276	257,221	248,543	18,6%	-3,4%	
(dt) Ménages	73,117	86,144	102,778	113,265	114,589	120,183	117,846	107,894	105,313	-8,1%	-2,4%	
Provisions	383,665	404,898	482,374	494,962	524,706	568,224	567,735	595,802	613,067	16,8%	2,9%	
<b>Encours brut total</b>	<b>16 038,931</b>	<b>15 966,058</b>	<b>16 029,518</b>	<b>15 993,600</b>	<b>16 330,001</b>	<b>16 160,054</b>	<b>16 217,377</b>	<b>16 313,041</b>	<b>16 683,883</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,3%</b>	
Taux de créances douteuses	4,0%	4,2%	4,9%	5,1%	5,2%	5,7%	5,9%	5,9%	5,8%	0,6 pt	-0,1 pt	
Taux de provisionnement	59,4%	60,3%	61,8%	60,1%	61,6%	61,6%	59,7%	61,8%	63,1%	1,5 pt	1,4 pt	

### L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



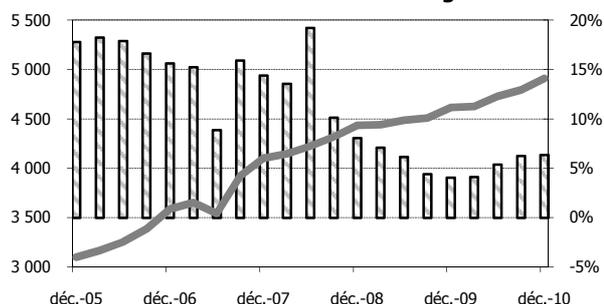
## L'endettement des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

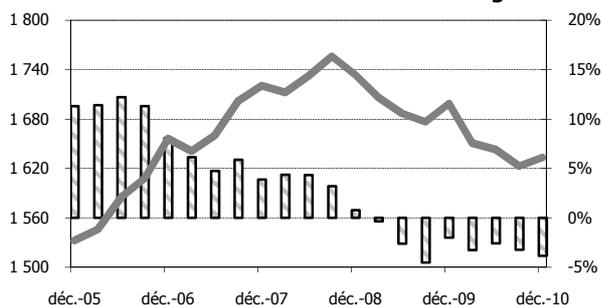
**Ensemble des encours sains aux ménages**



**Crédits à l'habitat aux ménages**



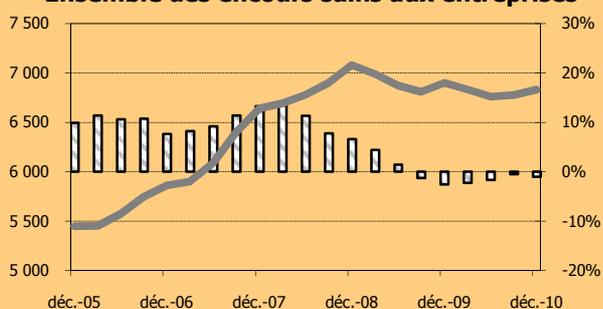
**Crédits à la consommation des ménages**



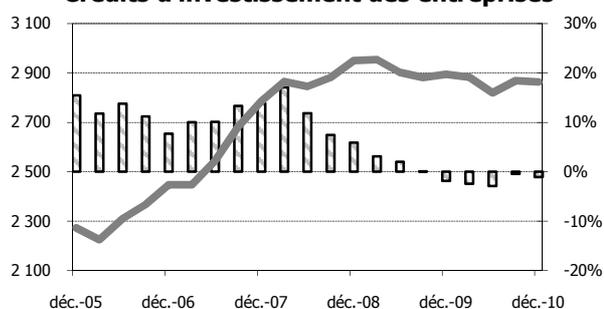
## L'endettement des entreprises

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

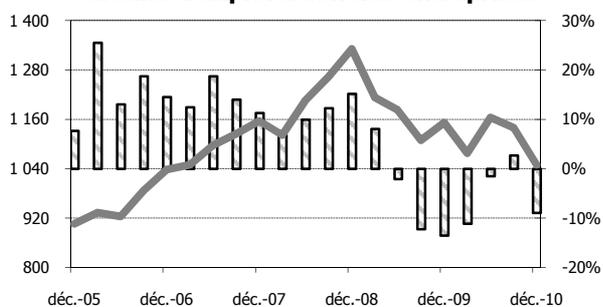
**Ensemble des encours sains aux entreprises**



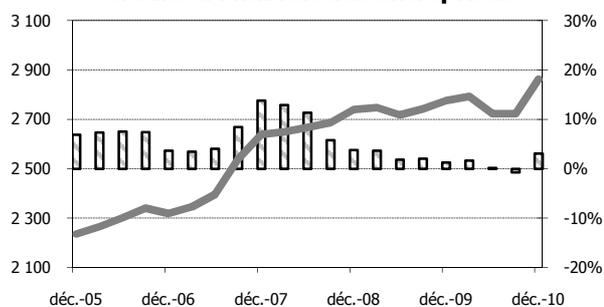
**Crédits d'investissement des entreprises**



**Crédits d'exploitation des entreprises**



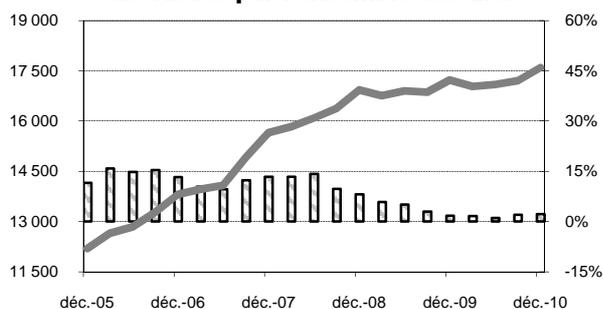
**Crédits à l'habitat des entreprises**



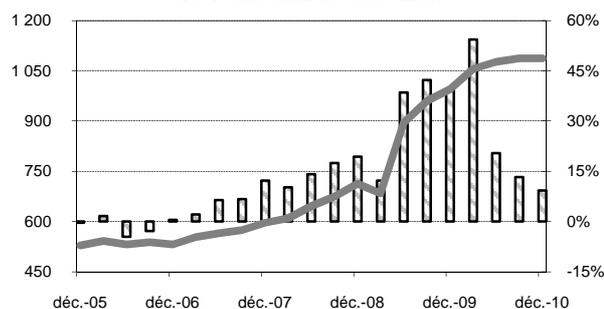
## 4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	1 416,280	1 267,957	1 231,629	1 158,708	1 195,496	1 108,417	1 213,402	1 195,781	1 099,465	-8,0%	-8,1%
Créances commerciales	158,352	113,084	118,611	108,944	125,906	101,870	91,612	93,342	115,046	-8,6%	23,3%
Crédits de trésorerie	769,853	718,019	661,379	630,309	629,964	568,559	635,204	671,952	593,777	-5,7%	-11,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	118,952	113,938	109,048	107,405	114,554	108,176	123,835	112,238	112,025	-2,2%	-0,2%
Comptes ordinaires débiteurs	296,374	280,031	290,066	258,915	243,000	270,315	332,098	277,627	222,620	-8,4%	-19,8%
Affacturage	191,701	156,823	161,573	160,540	196,626	167,673	154,489	152,860	168,021	-14,5%	9,9%
Crédits d'investissement	3 505,809	3 510,372	3 346,320	3 305,957	3 331,279	3 333,141	3 271,060	3 331,949	3 362,881	0,9%	0,9%
Crédits à l'équipement	3 033,316	3 035,311	2 876,998	2 846,367	2 876,697	2 880,378	2 801,433	2 857,400	2 864,465	-0,4%	0,2%
(dt) Entrepreneurs individuels	250,341	244,234	238,120	235,965	229,858	223,772	243,733	246,829	265,026	15,3%	7,4%
Crédit-bail	472,493	475,061	469,322	459,590	454,582	452,763	469,627	474,548	498,416	9,6%	5,0%
Crédits à l'habitat	2 750,522	2 757,497	2 749,521	2 772,714	2 806,243	2 822,997	2 752,256	2 752,220	2 891,173	3,0%	5,0%
Autres crédits	58,241	74,839	72,469	77,044	76,663	76,548	55,706	44,761	55,507	-27,6%	24,0%
<b>Encours sain</b>	<b>7 730,852</b>	<b>7 610,665</b>	<b>7 399,939</b>	<b>7 314,423</b>	<b>7 409,681</b>	<b>7 341,103</b>	<b>7 292,424</b>	<b>7 324,710</b>	<b>7 409,025</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	1 733,818	1 706,392	1 687,020	1 677,041	1 698,938	1 650,901	1 650,865	1 632,473	1 633,266	-3,9%	0,0%
Crédits de trésorerie	1 612,048	1 581,684	1 564,064	1 558,279	1 582,618	1 540,336	1 533,087	1 522,630	1 524,538	-3,7%	0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	41,374	44,388	42,995	40,185	41,102	37,581	46,654	39,172	43,407	5,6%	10,8%
Crédit-bail	80,396	80,320	79,961	78,577	75,218	72,984	71,124	70,670	65,321	-13,2%	-7,6%
Crédits à l'habitat	4 455,067	4 462,770	4 558,933	4 581,067	4 683,733	4 696,181	4 798,930	4 864,868	4 980,484	6,3%	2,4%
Autres crédits	2,149	2,171	2,161	2,141	2,040	2,135	7,324	5,865	6,874	237,0%	17,2%
<b>Encours sain</b>	<b>6 191,034</b>	<b>6 171,333</b>	<b>6 246,114</b>	<b>6 260,249</b>	<b>6 384,711</b>	<b>6 349,217</b>	<b>6 457,120</b>	<b>6 503,206</b>	<b>6 620,624</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	37,000	16,553	15,523	23,322	25,456	21,485	11,215	23,407	17,050	-33,0%	-27,2%
Crédits de trésorerie	32,983	14,165	12,005	21,379	25,240	21,165	11,025	23,279	16,626	-34,1%	-28,6%
Comptes ordinaires débiteurs	4,017	2,388	3,518	1,943	0,216	0,320	0,191	0,128	0,424	n.s	230,8%
Crédits d'investissement	1 734,945	1 775,301	1 791,271	1 765,517	1 848,027	1 705,999	1 739,124	1 696,572	1 910,160	3,4%	12,6%
Crédits à l'équipement	1 734,945	1 775,301	1 790,996	1 765,253	1 847,268	1 705,276	1 739,106	1 695,069	1 908,741	3,3%	12,6%
Crédits à l'habitat	0,089	1,589	1,500	1,500	1,500	1,435	1,435	1,435	1,435	-4,3%	
Autres crédits	2,460	5,015	5,443	6,076	7,384	6,935	6,724	5,072	5,241	-29,0%	3,3%
<b>Encours sain</b>	<b>1 774,494</b>	<b>1 798,458</b>	<b>1 813,737</b>	<b>1 796,415</b>	<b>1 882,367</b>	<b>1 735,854</b>	<b>1 758,498</b>	<b>1 726,486</b>	<b>1 933,886</b>	<b>2,7%</b>	<b>12,0%</b>
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>516,875</b>	<b>496,908</b>	<b>549,324</b>	<b>528,230</b>	<b>549,662</b>	<b>549,284</b>	<b>506,439</b>	<b>564,157</b>	<b>547,324</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-3,0%</b>
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>16 213,255</b>	<b>16 077,364</b>	<b>16 009,114</b>	<b>15 899,317</b>	<b>16 226,421</b>	<b>15 975,458</b>	<b>16 014,481</b>	<b>16 118,561</b>	<b>16 510,860</b>	<b>1,8%</b>	<b>2,4%</b>
Créances douteuses brutes	712,228	684,248	894,426	959,394	994,957	1 056,184	1 076,606	1 087,090	1 087,596	9,3%	0,0%
Créances douteuses nettes	328,563	279,350	412,052	464,432	470,251	487,960	508,871	491,288	474,529	0,9%	-3,4%
(dt) Entreprises	196,115	173,648	195,560	236,441	252,141	261,998	285,813	287,938	273,895	8,6%	-4,9%
(dt) Ménages	74,750	87,777	104,343	114,347	115,734	121,491	119,154	109,202	106,621	-7,9%	-2,4%
Provisions	383,665	404,898	482,374	494,962	524,706	568,224	567,735	595,802	613,067	16,8%	2,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>16 925,483</b>	<b>16 761,612</b>	<b>16 903,540</b>	<b>16 858,711</b>	<b>17 221,378</b>	<b>17 031,642</b>	<b>17 091,087</b>	<b>17 205,651</b>	<b>17 598,456</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,3%</b>
Taux de créances douteuses	4,2%	4,1%	5,3%	5,7%	5,8%	6,2%	6,3%	6,3%	6,2%	0,4 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	53,9%	59,2%	53,9%	51,6%	52,7%	53,8%	52,7%	54,8%	56,4%	3,6 pt	1,6 pt

**Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.**



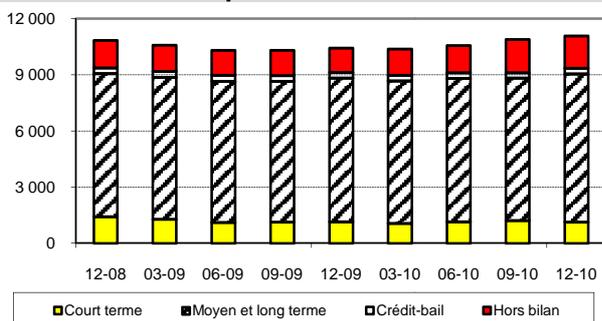
**Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.**



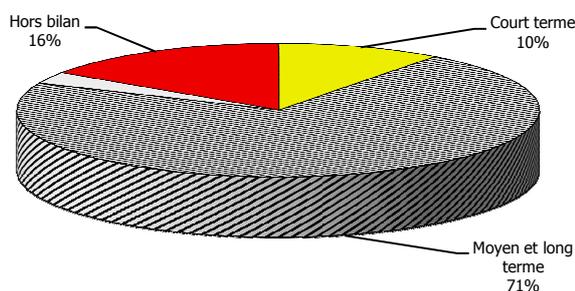
## 5. Risques sectoriels

### Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

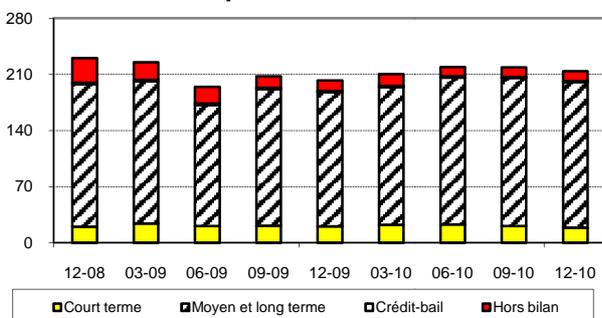


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2010

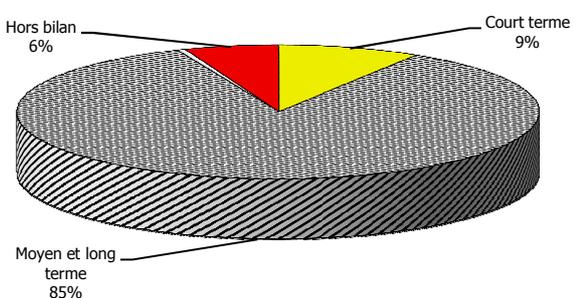


### Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

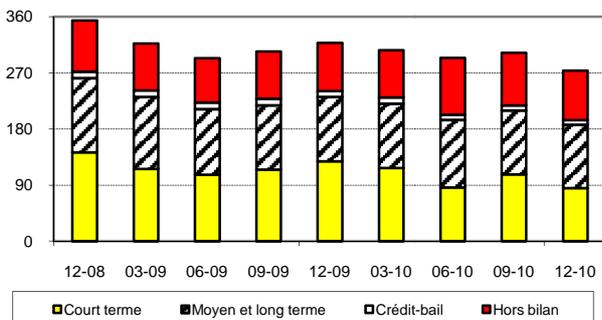


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2010

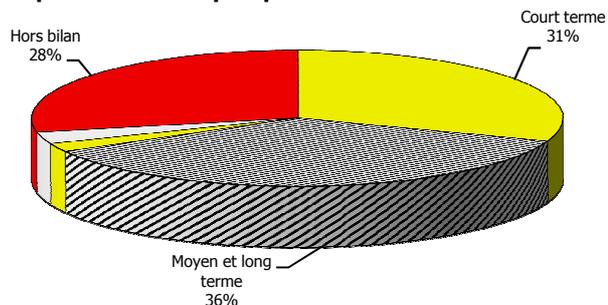


### Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

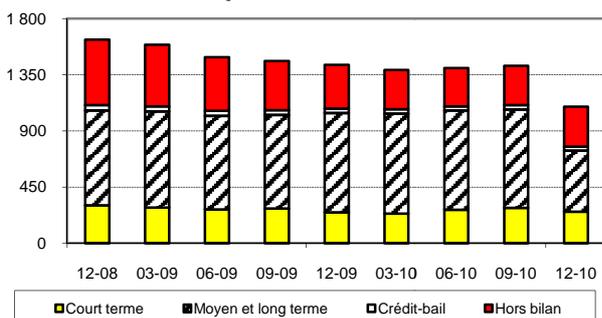


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2010

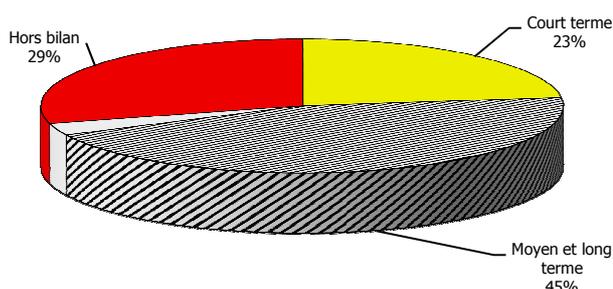


### Risques bancaires sur le secteur de la construction

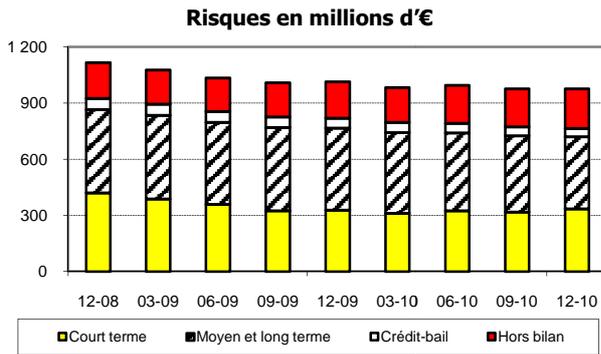
Risques en millions d'€



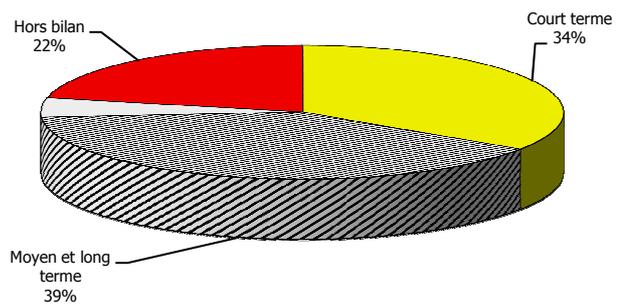
Répartition des risques par secteur à fin décembre 2010



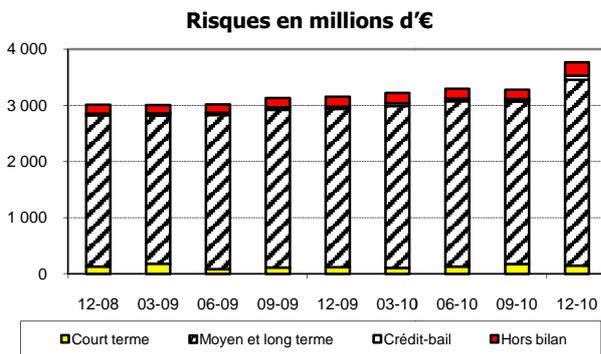
## Risques bancaires sur le secteur du commerce



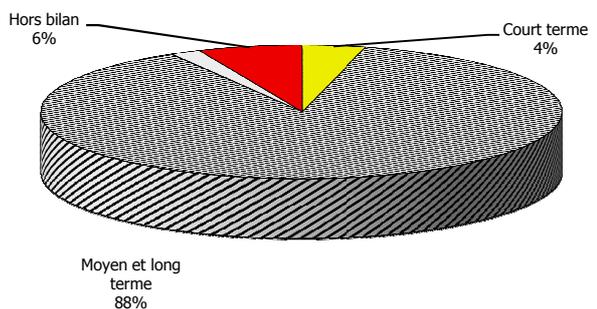
### Répartition des risques par secteur à fin décembre 2010



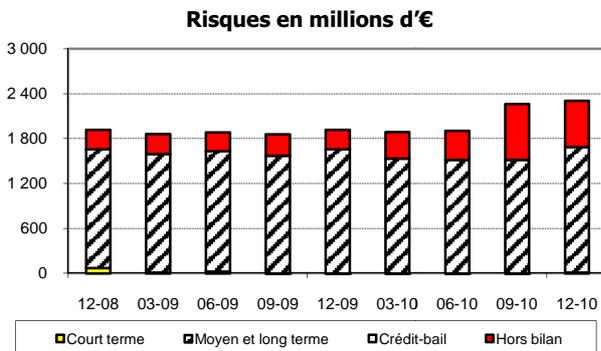
## Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



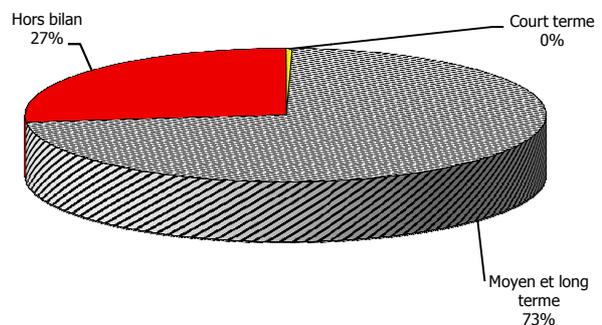
### Répartition des risques par secteur à fin décembre 2010



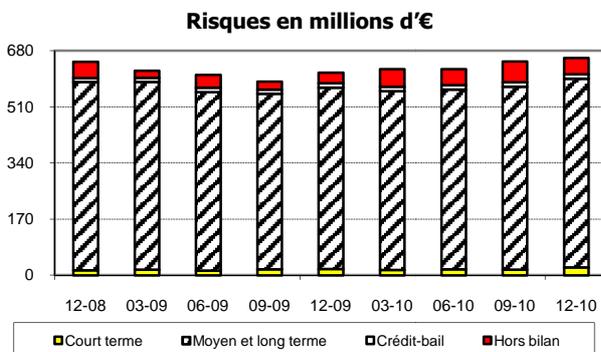
## Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



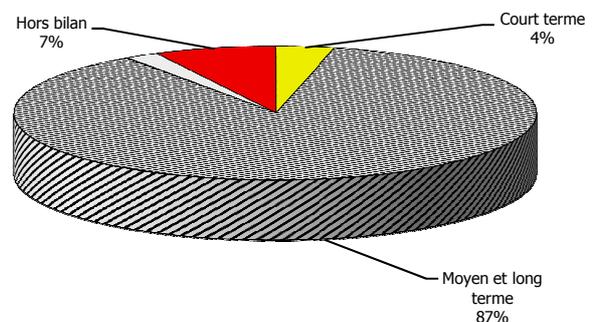
### Répartition des risques par secteur à fin décembre 2010



## Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



### Répartition des risques par secteur à fin décembre 2010



## 6. Rappel des taux

### 6.1 Taux réglementés

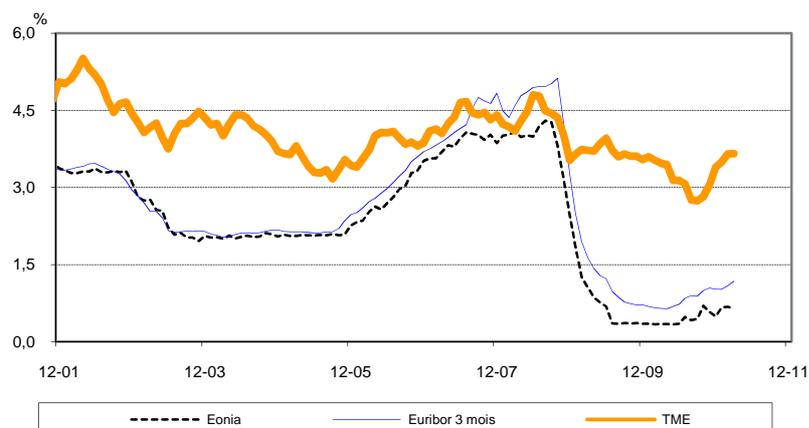
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/04/2011)	1,25%
Taux de la facilité de dépôt (13/04/2011)	0,50%
Taux de la facilité de prêt (13/04/2011)	2,00%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
2,00%	2,00%	2,50%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,25%	

\* Hors prime d'état

Taux d'intérêt légal	
Année 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%
Année 2011 (JO du 03/02/2011)	0,38%

### 6.2 Principaux taux de marché

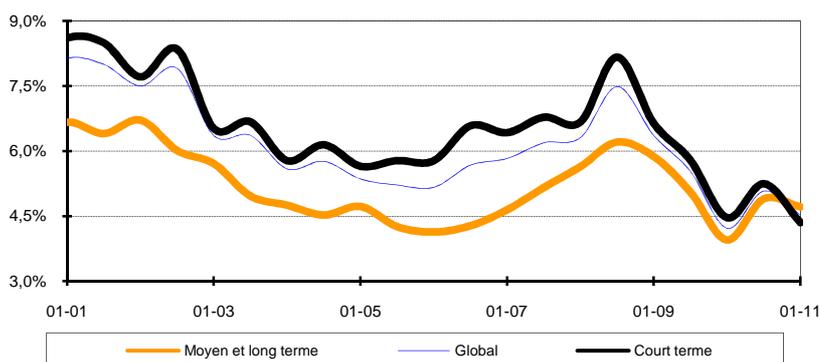


Principaux taux d'intérêt de marché					
	Eonia	Tibeur 3 mois	Tibeur 6 mois	Tibeur 12 mois	TME
mars-11	0,648%	1,042%	1,485%	1,927%	3,660%

### 6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-10	juil-10	janv-11
Court terme	4.46%	5.25%	4.35%
. Escompte	4.28%	3.08%	3.64%
. Découvert	6.11%	8.61%	6.58%
. Autres CT	2.79%	3.51%	3.17%
Moyen et long terme	3.95%	4.90%	4.71%
Taux moyen pondéré global	4.22%	5.08%	4.53%

Nota : Chiffres provisoires à fin janvier 2011



### 6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		oct-09	janv-10	avr-10	juil-10	oct-10	janv-11	avr-11
Particuliers	<b>Prêts immobiliers</b>							
	- Prêts à taux fixe	6,72%	6,57%	6,29%	6,09%	5,60%	5,51%	5,61%
	- Prêts à taux variable	6,12%	5,92%	5,72%	5,35%	5,05%	4,96%	5,01%
	- Prêts relais	6,59%	6,40%	6,25%	5,96%	6,27%	5,88%	5,99%
	<b>Autres prêts</b>							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	21,40%	21,45%	21,63%	21,15%	21,32%	21,31%	21,47%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,20%	8,88%	8,85%	8,61%	8,15%	7,77%	8,03%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	20,20%	19,71%	19,45%	19,27%	19,32%	19,67%	19,53%	
<b>Prof.</b>	- Découverts en compte (**)	13,16%	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

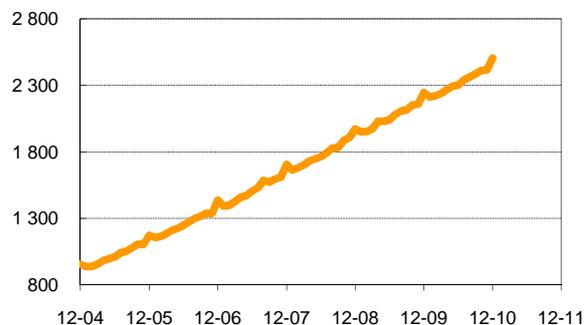
(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 7. Monnaie fiduciaire

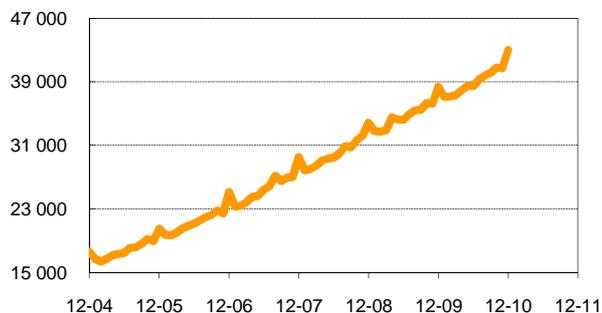
### 7.1 Emission mensuelle de billets euros

#### Emissions nettes cumulées de billets (à fin janvier 2011)

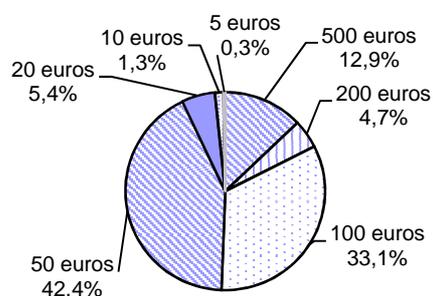
en valeur (en millions d'€)



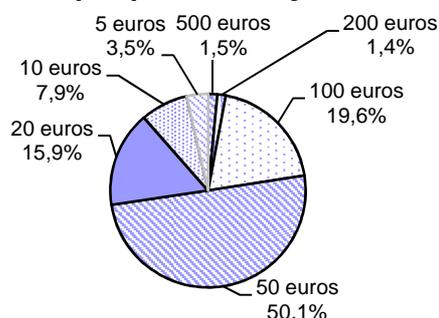
en volume (en milliers d'unités)



#### Répartition en valeur à fin janvier 2011



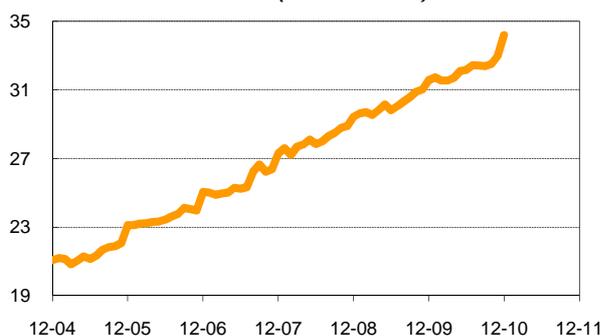
#### Répartition par quantité à fin janvier 2011



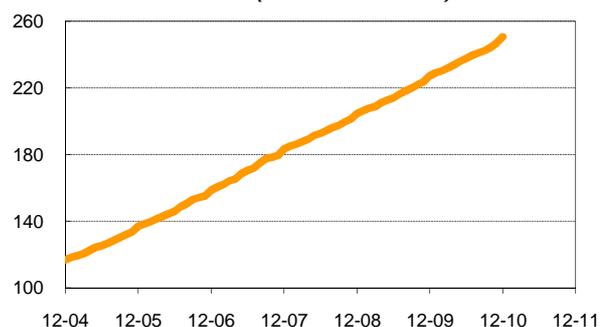
### 7.2 Emission mensuelle de pièces euros

#### Emissions nettes cumulées de pièces (à fin janvier 2011)

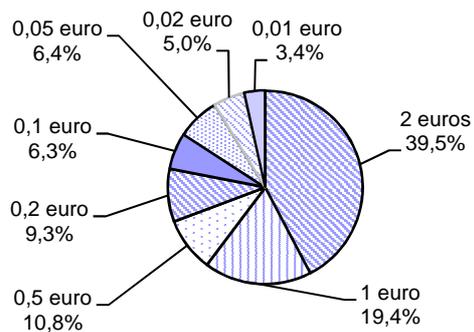
en valeur (en millions d'€)



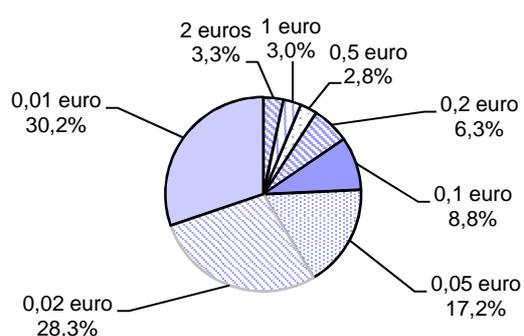
en volume (en millions d'unités)



#### Répartition en valeur à fin janvier 2011



#### Répartition par quantité à fin janvier 2011



**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis**  
**Réunion**

**Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32**  
**Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : N. de SEZE  
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN  
Editeur : IEDOM  
Dépôt légal N° 146 – mars 2011